


# Crise scolaire au Burkina Faso : <<Nous tiendrons le gouvernement pour responsable quant à toute dégradation du climat social>> a laissé entendre Madi Ouédraogo, porte-parole de l'AESO

Page 14

VERSION

Politique - Science - Education- Société- Economie-Technologies

Le Quotidien Numérique d' Afrique

du samedi 29 mai 2021
7 j/s/7

N°1637 02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

www.quotidienumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.

# Un demi-milliard d'Africains menacés par l'insécurité alimentaire

Page 10





# Le Mali sous la menace de sanctions internationales

Page 11

TCHAD

# Bassin du Lac Tchad : les chefs d'État de la région pour une restauration de la stabilité

**Réunie mardi à Abuja, lors d'un sommet de la Commission du bassin Lac Tchad, le président du Nigeria Muhammadu Buhari a lancé un appel large pour restaurer la stabilité dans la région tout en affichant un soutien fort au Conseil militaire de transition au Tchad.**



Le président Buhari souhaite faire front derrière le général Mahamat pour stabiliser la région du lac Tchad



Le Président Muhammadu Buhari a organisé ce sommet non virtuel à Abuja

Le Nigeria, pays hôte, qui a accueilli le Cameroun, la Centrafrique, la Libye, le Niger et bien sûr le Tchad s'est penché sur la situation politico-sécuritaire d'un de ses pays membres, une première pour la commission. Cette rencontre a connu la présence également du Soudan et de l'Algérie qui n'ont pas encore ratifié leur engagement. Et parmi les observateurs, il y avait notamment l'Union africaine et la Cédéao. La réunion a servi de cadre pour les dirigeants de cette entité territoriale de soulever les questions liées à la stabilité de la région en proie à l'insécurité djihadiste. « Les menaces des groupes rebelles tchadiens, qui veulent renverser le gouvernement, doivent être considérées avec tout le sérieux qu'elles méritent, car les conséquences d'un Tchad déstabilisé pour la sous-région ne peuvent être imaginées », a d'emblée déclaré le président Buhari à l'ouverture du sommet. En effet, les chefs d'État des pays du bassin du Lac Tchad ont exhorté les dirigeants de la région et les partenaires internationaux du développement à prendre conscience de la nécessité de rétablir la paix et la stabilité dans la région et surtout au Tchad qui fait face à une rébellion au nord

La suite à la page 3

ETHIOPIE

La suite de la page 2

et aux terroristes de Boko Haram. Et Muhammadu Buhari a insisté « sur l'urgence d'accompagner la transition en cours au Tchad pour l'équilibre de la région du Lac Tchad mais aussi du Sahel. »

### Désigner un envoyé spécial au Tchad pour suivre l'évolution sécuritaire

Tous les présidents de Etats membres de l'organisation ont fait corps autour du général Mahamat Idriss Déby, le président du Conseil militaire de transition. Le chef d'Etat nigérian a rappelé que le soutien au Conseil militaire de transition ne doit pas excéder les 18 mois prévus de durée de vie de cet organe. Et il a aussi expliqué que la Constitution tchadienne devait être respectée comme garante du contrat social du pays. D'ailleurs selon la présidence centrafricaine, les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CBLT ont demandé au président en exercice du sommet de désigner un envoyé spécial au Tchad, « afin de suivre l'évolution de la situation sécuritaire ». Si le Tchad a meublé les débats, un autre pays a fait l'objet de discussions à savoir la Libye. Le président Buhari a souligné que le conflit libyen avait accru la fragilité de la région, avec des implications débilitantes en matière de sécurité dans tout le lac Tchad et dans la grande région du Sahel, caractérisées par une circulation accrue d'armes et de munitions illicites.

**Pierre Oued.**

# Biden demande un cessez-le-feu dans le Tigré et la fin des violations des droits



**«Les belligérants de la région du Tigré devraient déclarer et adhérer à un cessez-le-feu, et les forces érythréennes et amhara devraient se retirer», a dit le président américain**

**Le président américain Joe Biden a condamné mercredi le conflit de six mois dans la région éthiopienne du Tigray, frappée par la guerre, appelant à un cessez-le-feu et déclarant que les violations des droits humains «doivent cesser».**

«Je suis profondément préoccupé par l'escalade de la violence et le durcissement des divisions régionales et ethniques dans plusieurs régions de l'Éthiopie», a déclaré Biden dans un communiqué de la Maison Blanche. «Les violations massives des droits de l'homme qui ont lieu au Tigré, y compris les violences sexuelles généralisées, sont inacceptables et doivent cesser", a martelé le président Américain . Le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed a initialement envoyé des troupes dans le Tigré en novembre après avoir accusé le parti au pouvoir régional autrefois dominant d'avoir orchestré des attaques contre des camps de l'armée fédérale.

La suite à la page 4

ETHIOPIE

La suite de la page 3



**Près de 50 000 réfugiés d'Éthiopie ont fui vers le Soudan ces dernières semaines, selon les Nations Unies**

«Les belligérants de la région du Tigré devraient déclarer et adhérer à un cessez-le-feu, et les forces érythréennes et amhara devraient se retirer», a déclaré Biden, faisant référence à la région d'Amhara, qui borde le Tigré au sud.

Plus tôt cette semaine, le chef de l'aide de l'ONU, Mark Lowcock, a averti le Conseil de sécurité qu'il y a un risque sérieux de famine si l'aide n'est pas augmentée au cours des deux prochains mois». Sur la base de l'avertissement, Biden a déclaré à News York Times que «toutes les parties, en particulier les forces éthiopiennes et érythréennes, doivent permettre un accès humanitaire immédiat et sans entrave à la région afin d'éviter une famine généralisée». Pour la première fois mercredi, le gouvernement d'Abiy a révélé le bilan des attaques des forces tigréennes, dont les responsables fédéraux ont longtemps affirmé qu›ils ne seraient pas en mesure d›organiser une insurrection efficace. L›Éthiopie a déclaré qu›elle avait enregistré 22 fonctionnaires morts, 20 autres qui avaient été «kidnappés» et quatre autres qui avaient été «blessés et hospitalisés». Certaines des pires atrocités du conflit, y compris les viols et massacres de masse, auraient fait des centaines de morts.»Le gouvernement éthiopien et d'autres parties prenantes de tout l'éventail politique devraient s'engager dans un dialogue inclusif», a déclaré Biden, exhortant les dirigeants et les institutions du pays à «promouvoir la réconciliation, les droits de l'homme et le respect du pluralisme».

**K.Fiakofi**

# Le Kenya et la Suède s'engagent à renforcer le dialogue sur la fermeture des camps de réfugiés

**Le Kenya et la Suède se sont engagés à renforcer le dialogue visant à évaluer la fermeture des camps de réfugiés. Les deux parties se sont accordées mardi 25 mai 2021, suite à une rencontre entre le CS des Affaires étrangères Raychelle Omamo et son homologue suédois Olsson Fridh.**

Dans une déclaration, le ministère kenyan a indiqué que les deux ministres avaient discuté de la situation actuelle dans la région et de la situation des réfugiés. «Ils ont convenu d›encourager le dialogue entre les parties en conflit étant donné le rôle important du Kenya dans la région en tant que promoteur de la paix et de la sécurité, et au niveau mondial grâce à son siège au Conseil de sécurité de l'ONU», selon un communiqué. Selon Standard media,le Kenya

La suite à la page 5

## KENYA

La suite de la page 4



**Le camp de Dadaab, au Kenya, un des plus grand camps de réfugiés au monde**



**Les deux ministres ont réaffirmé les excellents liens de longue date existant entre la Suède et le Kenya, tant au niveau bilatéral que multilatéral**

a annoncé le mois dernier qu'il poursuivrait son plan de fermeture des camps de réfugiés de Kakuma et Dadaab d'ici le 30 juin de l'année prochaine .C'est après que le CS Intérieur Fred Matiang'i a rencontré le Commissaire du Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés Filippo Grandi dans le but d'accélérer le processus qui débutera le 5 mai de l'année prochaine. Auparavant, le gouvernement avait donné au HCR 14 jours pour avoir une feuille de route sur la fermeture définitive des deux camps. À l'époque, Matiang'i a émis la directive au représentant du HCR au Kenya Fathiaa Abdalla, affirmant qu'il n'y avait pas de place pour de nouvelles négociations. Mais l'agence a averti que cette décision aurait des résultats graves, en particulier au milieu de la pandémie de Covid-19. Les deux ministres ont réaffirmé les excellents liens de longue date existant entre la Suède et le Kenya, tant au niveau bilatéral que multilatéral.

Le Kenya et la Suède ont de nombreuses priorités communes, en particulier dans le domaine du commerce et des investissements, du genre, de l'agriculture, de l'eau et de l'assainissement, du développement urbain, de la santé, de l'énergie, de l'environnement, du climat, des océans et de l'accès équitable aux vaccins au niveau mondial. Dans une déclaration, le ministre suédois a annoncé que son gouvernement avait récemment adopté une nouvelle stratégie de développement pour le Kenya pour la période 2021-2025 et avait l'intention de continuer à travailler avec le Kenya sur les questions relatives à l'égalité des sexes, au changement climatique et à d'autres stratégies liées à l'environnement, au développement urbain ainsi que la démocratie et les droits de l'homme.

**K.Fiakofi**

ETHIOPIE

# Les États-Unis imposent des restrictions de visa aux responsables éthiopiens et érythréens au Tigré

**Les Etats-Unis ont décidé de mettre en exécution leur plan de représailles face aux exactions commises au Tigray par les soldats éthiopiens et les troupes venues de l'Erythrée voisine. Le secrétaire d'État Antony Blinken, a déclaré qu'aucune «mesure significative» n'avait été prise pour mettre fin aux hostilités, selon Al Jazeera.**

Les États-Unis ont annoncé des restrictions de visa pour les responsables éthiopiens et érythréens accusés d'avoir intensifié la guerre de six mois dans la région éthiopienne du Tigray, affirmant que les personnes impliquées n'avaient «*pris aucune mesure significative pour mettre fin aux hostilités*». Le secrétaire d'État américain Antony Blinken a déclaré dimanche qu'il imposait également des restrictions à l'aide économique et sécuritaire à l'Éthiopie, mais aussi à l'aide humanitaire dans des domaines tels que la santé, l'alimentation et l'éducation. «*Les habitants du Tigré continuent de subir des violations des droits humains, des abus et des atrocités, et l'aide humanitaire urgente est bloquée par les militaires éthiopiens et érythréens ainsi que par d'autres acteurs armés*», a déclaré Blinken dans un communiqué. Les restrictions de visa visent «d'actuels ou d'anciens responsables gouvernementaux éthiopiens ou érythréens, des membres des forces de sécurité et d'autres personnes pour inclure des forces régionales et irrégulières de l'Amhara et des membres du Front de libération du peuple du Tigré (TPLF)», selon lui.



**Après des mois de déni, le gouvernement éthiopien a reconnu la présence sur place, aux côtés de son armée, de troupes érythréennes, soupçonnées d'avoir été impliquées dans de nombreux abus - ce que dément Asmara.**

## La situation actuelle au Tigré est «horrible»

Des milliers de personnes ont été tuées et des centaines de milliers d'autres ont été contraintes de quitter leurs maisons dans la région du Tigré depuis novembre, lorsque le Premier ministre Abiy Ahmed a envoyé des troupes pour arrêter et désarmer les dirigeants du parti au pouvoir régional, le TPLF. Même si aucun bilan véritable de cette courte guerre n'ait été établi, le constat sur le terrain montre une situation chaotique. La situation actuelle au Tigré est «horrible», avec de nombreuses personnes qui meurent de faim et des viols qui se multiplient, avait d'ailleurs dénoncé le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyesus, lui-même originaire de cette région, lors d'un point presse le 17 mai. Ce triste constat a fait réagir les Etats Unis à travers le secrétaire d'Etat Bliken qui a déclaré «Nous sommes également horrifiés par la destruction de biens publics comme les points d'eau, les hôpitaux et les infrastructures médicales qui se produisent au Tigré». «Les États-Unis condamnent dans les termes les plus forts les tueries, les déplacements forcés, les violences sexuelles systémiques et les autres violations et abus des droits humains», a insisté M. Blinken.

**Pierre Oued.**

MADAGASCAR

# Violence au sud : les dahalos ont encore attaqué les populations civiles

**Dans la nuit de samedi à dimanche dernier, les dahalos ont attaqué trois villages du Sud-Est de la Grande île, faisant un important bilan humain et matériel. Cette énième attaque fait suite à la récente inauguration d'un camp militaire dans la zone par le président Andry Rajoelina, afin de sécuriser la population.**



les dahalos ont attaqué trois villages du Sud-Est de la Grande île, faisant un important bilan humain et matériel



«Désormais, la peur va changer de camp. Les dahalo vont trembler !», avait déclaré le président Andry Anjoelina à l'inaufuration d'un camp militaire

19 villageois tués, 6 blessés graves, 300 cases brûlées et 500 zébus volés. C'est le bilan de la dernière attaque des dahalos, perpétrée dans trois villages de Serananamboangy, au sud-est de Madagascar. Selon les témoins de la tragédie, de la nuit de samedi à dimanche, 150 criminels très bien organisés et lourdement armés ont fondu sur leurs cibles. Ils ont emmené trois otages pour protéger leur fuite, de source locale.

## Une réponse sanglante au chef de l'Etat

Les dahalos sont des voleurs qui sévissent depuis plusieurs décennies dans le sud de Madagascar. Ils sont issus, pour l'essentiel, de deux ethnies du Sud, les Antandroy et les Bara. Cette nouvelle attaque est un message à l'exécutif qui a lancé une nouvelle offensive contre eux. Un camp militaire a été récemment inauguré à quelques kilomètres de la zone d'attaque afin de mieux protéger les populations de ces voleurs. «Désormais, la peur va changer de camp. Les dahalo vont trembler !» avait déclaré le président malgache. Avec la violence de cette attaque c'est sans doute l'effet inverse qui s'est produit. Toutefois les forces de sécurité ne comptent pas baisser les bras. Le site francetvinfo a rapporté que mardi dernier, les forces de l'ordre avaient récupéré 50 zébus après des échanges de tirs entre gendarmes et dahalos sans faire de victime. Selon le ministère de la défense, les opérations se poursuivent. Cet énième bras de fer risque de conduire à de nombreux crimes, craignent certains observateurs.

**Line Rose**

NIGERIA

# Le pays dévalue le naira dans le cadre de la transition vers un taux de change unique

**La banque centrale du Nigéria a dévalué mardi le naira de 7,6% par rapport au dollar alors que les autorités du plus grand producteur de pétrole d'Afrique se dirigent vers un système de taux de change unique pour la monnaie locale.**



Le Nigéria a adopté le régime de taux de change multiples pour éviter une dévaluation pure et simple du naira



Deuxième économie du continent derrière l'Afrique du Sud, le Nigéria possède d'importantes ressources naturelles, au premier rang desquelles le pétrole, qui représente 40 % du PIB.

La Banque centrale du Nigéria basée à Abuja a remplacé le taux fixe de 379 nairas par un dollar utilisé pour les transactions officielles avec le nafex ou le taux de change I&E de 410,25 nairas pour un dollar, selon les données publiées mardi sur son site Internet .»Nous avons découvert que nous ne traitions plus de ce soi-disant taux officiel de CBN pour les transactions», a déclaré à Daily post, le gouverneur Godwin Emefiele lors de la réunion d'information sur la politique monétaire plus tôt mardi. «Nous utilisons toujours un flotteur géré, nous surveillons le marché et voyons ce qui se passe pour nous pour nous assurer que les bonnes choses se produisent pour le bien de l'économie nigériane», a-t-il ajouté . La banque a maintenu le taux d'intérêt à 11,5% en ligne avec l'estimation médiane d'une enquête Bloomberg.

«L'unification officielle de ces taux est une évolution bienvenue car le marché des changes fragmenté a été une cause de confusion et une source d'arbitrage», a déclaré Neville Mandimika, économiste basé

La suite à la page 9

AFRIQUE DU SUD

La suite de la page 8

à Johannesburg à la Rand Merchant Bank par e-mail. Le Nigéria a adopté le régime de taux de change multiples pour éviter une dévaluation pure et simple du naira en maintenant un taux indexé plus fort pour les transactions officielles et un taux de change plus faible pour les transactions non gouvernementales. Ce système de gestion des devises a été critiqué par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale a retenu un prêt de 1,5 milliard de dollars dans le but de pousser à davantage de réformes des changes.Alors que le brut contribue pour moins de 10% au produit intérieur brut du pays, il représente presque toutes les recettes en devises et la moitié des recettes publiques. «L'essentiel pour le marché est de permettre désormais plus de flexibilité dans la tarification des taux de fenêtres des investisseurs et des exportateurs afin de réduire complètement l'écart entre le Nafex et le marché parallèle», a déclaré à l'AFP Omotola Abimbola, analyste chez Chapel Hill Denham.

**K.Fiakofi**

# Jacob Zuma à nouveau condamné à payer des frais de justice



**Jacob Zuma sur le banc des accusés après la suspension de son procès pour corruption à la Haute Cour de Pietermaritzburg, en Afrique du Sud, le 26 mai 2021.**

**L'ancien président sud-africain Jacob Zuma, poursuivi pour corruption, a été une nouvelle fois été condamné ce jeudi 27 mai 2021 par un tribunal à payer des frais de justice, cette fois estimés à environ 600 millions d'euros soit environ 392 milliard de F CFA.**

Cette fois-ci, la décision prononcée par la Cour constitutionnelle, la plus haute juridiction du pays, concerne des frais engagés dans une procédure lancée par Jacob Zuma pour empêcher la publication, en 2016, d'un rapport accablant sur la corruption généralisée lorsqu'il était président selon lalibre.be. Le rapport détaillait notamment comment une fratrie d'hommes d'affaires d'origine indienne, les Gupta, a pillé les ressources publiques, avec la complicité du président, et participait à la gestion des affaires de l'Etat, notamment la nomination de ministres. Jacob Zuma avait fait valoir qu'ayant agi à l'époque en sa qualité de président, l'État devait payer les frais de justice selon Africanews. « L'affaire engendre des frais, dont le coût pour l'emploi de deux avocats », a souligné la Cour constitutionnelle. Elle a estimé

La suite à la page 10

AFRIQUE

La suite de la page 9

que ceux-ci devaient être à la charge de l'ancien président sud africain. Ni ce dernier, ni ses avocats n'étaient présents lors de l'audience en ligne. L'ancien président doit être entendu depuis des mois par une commission anticorruption chargée d'enquêter sur le vol à grande échelle de l'argent public pendant ses neuf années au pouvoir. Parallèlement, son procès dans une affaire de pots-de-vin vieille de plus de 20 ans, a démarré la semaine dernière. Il est accusé d'avoir empoché plus de quatre millions de rands (soit 235.000 euros au taux actuel) de Thales, qui était l'une des entreprises attributaires d'un juteux contrat d'armement d'une valeur globale d'environ 2,8 milliards d'euros. Notons que le successeur de Jacob Zuma, Cyril Ramaphosa, qui a juré d'éradiquer la corruption, doit lui aussi être entendu par la commission anticorruption. Englué dans une série de scandales qui l'ont poussé à la démission en 2018, Jacob Zuma, dont on pense qu'il a peu de fortune personnelle, a déjà été condamné en avril à payer plusieurs millions d'euros de frais de poursuites pour corruption.

**Oumou Konaté**

# Un demi-milliard d'Africains menacés par l'insécurité alimentaire



**Le Nigéria a adopté le régime de taux de change multiples pour éviter une dévaluation pure et simple du naira**

**Selon VOA Afrique, des chercheurs africains ont alerté ce jeudi 27 mai 2021 à Abidjan sur la prolifération des maladies des plantes agricoles qui menacent gravement la sécurité alimentaire d'un demi-milliard de personnes sur le continent.**

Venus de dix pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre, dans le cadre du programme West African Virus Epidemiology (WAVE), les chercheurs ont révélé l'apparition en Côte d'Ivoire du «virus de la canne à sucre», une nouvelle pathologie «qui n'existait que sur le continent asiatique» et la «maladie du bananier» en Afrique. «Les insectes migrateurs, les maladies des plantes et autres agents nuisibles représentent une menace grave pour les récoltes et les revenus des agriculteurs d'Afrique de l'Ouest et du Centre» a déclaré le Dr Justin Pita, directeur exécutif du programme WAVE, axé sur la sécurité alimentaire, selon des propos rapportés par VOA Afrique. Il faut noter que les chercheurs se sont véritablement «inquiétés» de la divulgation de la «mosaïque» et de la «striure brune», deux maladies du manioc, base alimentaire de 500 millions d'Africains qui provoquent «une perte de trois milliards

La suite à la page 11

MALI

La suite de la page 10

de dollars par an en Afrique subsaharienne». Selon les explications du RDr Pita cité parVOA, en Ouganda, une épidémie de manioc dans les années 1990 a fait 3.000 morts en raison de la famine. C'est comme pas d'attiéké en Côte d'Ivoire ou pas de gari au Nigeria. L'Afrique est le plus grand producteur mondial de manioc (57%), dont on consomme les tubercules, riches en glucides et en amidon, mais aussi les feuilles et la fécule (qui a plutôt l'aspect d'une semoule), produite à partir des racines. Le manioc s'est imposé comme une culture stratégique pour la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté sur le continent. Cette plante est une culture de subsistance et de rente pour les producteurs africains. Outre la Côte d'Ivoire, les scientifiques sont venus de dix pays: Ghana, Gabon, Bénin, Togo, Nigeria, Burkina Faso, République démocratique du Congo, Sierra Léone, Togo. Selon Voa Afrique, le programme WAVE, dont le siège se trouve à Bingerville, près d'Abidjan, prône «une approche régionale» pour combattre les maladies virales.

**Oumou Konaté**

# Le pays sous la menace de sanctions internationales

**Les démissions du président Bah N'Daw et du Premier ministre Moctar Ouane, mercredi 26 mai, ne sont pas du goût de la médiation internationale, conduite par la Cédéao, qui avait déjà évoqué de possibles sanctions.**



Le président démissionnaire Bah N'Daw aux côtés du colonel Goïta à Bamako

Selon RFI, les sanctions étaient brandies depuis lundi comme des menaces, les partenaires internationaux du Mali espérant toujours que la transition puisse reprendre son cours initial. Il n'aura pas fallu longtemps pour que cette perspective s'éloigne. la Cédéao, l'Union africaine, la Mission des Nations unies au Mali mais également l'Union européenne, la France ou les États-Unis, Réunis au sein du Comité local de suivi de la Transition avaient averti et « rejeté par avance tout acte imposé par la contrainte, y compris des démissions forcées ».

Le média français ajoute que l'Union européenne se dit prête pour des « mesures ciblées », qui viseraient individuellement les personnes faisant obstacle à la transition. En clair, il pourrait s'agir d'un gel des avoirs et d'interdictions de voyager pour les militaires du CNSP et leurs collaborateurs. Côté Union africaine, en cas de coup d'État, le pays est censé être automatiquement suspendu des instances de l'Union, même si le cas du Tchad a récemment prouvé qu'il pouvait y avoir des exceptions. Aussi, Washington a annoncé la suspension « de son assistance aux forces de sécurité et de défense du Mali ». Cette aide avait pourtant été maintenue après le coup d'État d'août dernier. Les États-Unis étudient également « des mesures ciblées contre les responsables qui ont entravé la transition civile ».

**Fatimata COMPAORE**

BURKINA FASO

# Université Norbert Zongo de Koudougou: la F-SYNTER dénonce l'indifférence des autorités face à ses revendications

**La Fédération des Syndicats Nationaux des Travailleurs de l'Education et de la Recherche (F-SYNTER) de l'Université Norbert Zongo (UNZ) et de l'Ecole Normale Supérieure de Koudougou (ENSK), a organisé, ce mercredi 27 mai 2021à Koudougou, une conférence de presse sur les préoccupations des enseignants de l'UNZ et de l'ENSK.**




**Conditions de travail indécentes, manque de bureaux, retard dans le paiement des actes académiques sont entre autres les griefs portés par les conférenciers de la F-SYNTER à l'endroit des autorités de tutelle**



**Un préavis de grève de 48 heures a été déposé**

Conditions de travail indécentes, manque de bureaux, retard dans le paiement des actes académiques sont entre autres les griefs portés par les conférenciers de la F-SYNTER à l'endroit des autorités de tutelle.

«Les enseignants font d'énormes sacrifices pour que nos universités tiennent toujours debout", a indiqué Issa Sory, Secrétaire général de la F-SYNTER dans sa déclaration, déplorant du même coup le manque de volonté des autorités burkinabè à respecter les enseignants. Dr Issa Sory n'est pas allé du dos de la cuillère pour dénoncer ce qu'il a qualifié de "comportement irrespectueux et irresponsable" des autorités qui, de son point de vue, font des pieds et des mains pour saper le moral des enseignants. Et de citer à titre d'exemple l'adoption de l'arrêté n°2020-189 du 04 juin 2020 portant fixation des obligations des Enseignants-chercheurs et du décret n° 2019-0435 du 9 mai 2019 portant organisation des emplois des enseignants chercheurs, enseignants hospitalo-universitaires et des chercheurs .

Il a laissé entendre que les enseignants-chercheurs sont "fatigués" de ce traitement qu'ils ont jugé "indigne et

La suite à la page 13

BURKINA FASO

La suite de la page 12

désobligeant". Raison pour laquelle ils ont synthétisé leurs préoccupations dans une plate-forme minimale d'action. Celle-ci n'est pas nouvelle en ce sens qu'elle avait déjà fait l'objet de rencontres et de discussions entre la F-SYNTER et les autorités sans succès, selon Dr Sory. "Face à ce silence qui traduit l'indifférence et la mauvaise foi des autorités", selon les conférenciers, le comité F-SYNTER de l'UNZ et de l'ENSK a décidé que chaque enseignant corrige désormais 200 copies, conformément à l'arrêté conjoint n°2012-108 du 23 avril 2012 et en dépose le reste dans son unité de formation et de recherche (UFR).

"Un préavis de grève de 48 heures a été déposé le 14 mai dernier pour un débrayage les 02 et 03 juin 2021. Une grève qui consistera en une suspension de toutes les activités académiques et pédagogiques afin d'exiger la satisfaction de la plate-forme minimale d'action" de la F-SYNTER, selon son SG qui a réaffirmé la détermination de son comité à poursuivre la lutte pour la défense des intérêts matériels et moraux des Enseignants-chercheurs, en cas de non satisfaction de ses revendications.

**Leylatou TIENDREBEOGO**

# Lutte contre la corruption : Trois nouveaux membres du Conseil d'orientation de l'ASCE-LC prêtent serment




**"L'immensité de vos responsabilités exige de vous honnêteté, dignité et loyauté» selon le Président du Conseil Constitutionnel, Kassoum Kambou, s'adressant aux trois assermentés**

**Devant le Conseil Constitutionnel, trois nouveaux membres du Conseil d'orientation de l'Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption (ASCE-LC) ont prêté serment ce jeudi 27 mai 2021, à Ouagadougou. Les assermentés ont juré devant le peuple burkinabè de remplir fidèlement leur fonction en toute impartialité et de se conformer aux obligations qui leur sont assignées.**

Assister le Contrôleur général d'Etat dans la gestion de l'ASCE-LC, formuler des recommandations sur ses grandes orientations, veiller au bon déroulement du recrutement du Contrôleur général d'Etat. Ce sont, entre autres, les tâches qui incombent au nouveaux membres du Conseil d'orientation de l'ASCE-LC pour un mandat de six ans, selon le Contrôleur d'Etat, Luc Marius Ibriga.

"Cette prestation de serment fait suite au départ de trois membres du Conseil d'orientation de l'ASCE-LC", a indiqué son président,

La suite à la page 14

La suite de la page 13



**"Je m'engage à œuvrer pour mériter la confiance que le peuple burkinabè a placé en moi", a confié Idrissa Sawadogo aux journalistes**

qui a rappelé que les nouveaux assermentés ont été proposés par leurs structures d'appartenance que sont les organisations de lutte contre la corruption et l'Ordre des experts comptables, et nommés en Conseil des ministres.

"Les importantes missions que vous confie l'article 33 de la loi organique n° 082-2015/CNT du 24 novembre 2015 portant attributions, compositions, organisation et fonctionnement de l'ASCE-LC, font de vous le moteur de cette institution", a dit le juge Kassoum Kambou, Président du Conseil Constitutionnel aux trois assermentés, tout en les invitant à garder à l'esprit les termes de leur prestation de serment, qui vont au-delà du simple engagement pour exiger d'eux le don de soi, le sacrifice et dont la violation leur expose à des sanctions.

Idrissa Sawadogo, nouveau membre assermenté du Conseil d'orientation de l'ASCE-LC, a confié qu'à travers sa nomination, il mesure l'importance du travail qui l'attend et la responsabilité qu'il doit assumer devant le peuple burkinabè. Il a dit en prendre conscience et s'engage de ce fait à œuvrer pour mériter la confiance que le peuple burkinabè a placé en lui.

En rappel, le Conseil d'orientation est composé de neuf membres, dont trois du secteur public, trois du secteur privé et les trois autres de la société civile.

**Leylatou TIENDREBEOGO**

# Crise scolaire au Burkina Faso : <<Nous tiendrons le gouvernement pour responsable quant à toute dégradation du climat social>> a laissé entendre Madi Ouédraogo, porte-parole de l'AESO

**Dans la soirée de ce jeudi 27 mai, les responsables de l'Association des Élèves et Scolaires de Ouagadougou (AESO) ont animé un point de presse à Ouagadougou. Cette conférence a été l'occasion pour les dirigeants de cette structure de livrer leur lecture sur la crise née du projet de réformes scolaires de leur ministère de tutelle. Ils ont saisi cette tribune également pour faire le bilan des manifestations et réagir aux récentes sorties médiatiques de leur ministre Stanislas Ouaro.**

D'entrée de jeu, les

La suite à la page 16

## BURKINA FASO

La suite de la page 13




**Les responsables de l'AESO ont réitéré leur ferme détermination à s'opposer au projet de <<réformes anti-élèves>>**

conférenciers du jour ont demandé une minute de silence en mémoire de leurs camarades Kinda Cécile et Sinaré Mohamine, tous deux ayant succombé dans la tourmente des récentes manifestations. Ils ont par ailleurs souhaité un prompt rétablissement aux blessés qui se comptent par centaines, selon l'association. Dans la déclaration liminaire lue par Madi Ouédraogo, porte parole de la structure, les élèves ne cachent pas leur rejet des réformes annoncées, qu'ils qualifient <<d'anti-élèves et qui remettent en cause leurs acquis de lutte>>. Le 17 mai dernier, lors d'une énième manifestation des élèves, le véhicule du proviseur et certains bureaux administratifs du lycée Zinda Kaboré ont été respectivement caillassé et saccagé. Interrogé sur cet incident, la structure par la voix de son porte parole, déclare que leur <<responsabilité s'est limitée là où a commencé la répression policière>>. En clair, pour la faîtière des associations des élèves, les dégâts enregistrés ne leur sont nullement imputables. La semaine écoulée, le ministre Stanislas Ouaro avait déclaré sur un plateau de télévision de la place, qu'il n'avait jamais refusé de discuter avec les élèves mais qu'il les avait opposé la présentation préalable du récépissé de leur structure. À la question de savoir si l'AESO dispose d'un récépissé, les conférenciers sont restés un peu dubitatifs. À en croire leur porte parole, leur structure qui date de 1979 avait un récépissé dans le temps mais que plus tard, l'a perdu pour faute de renouvellement de ses instances. Lors des manifestations, plusieurs élèves ont été interpellés et gardés en vue. Les autorités en place ont répété à maintes reprises que ces derniers seront confrontés aux textes en vigueur. Toute chose que les élèves trouvent <<déplorable>> et appellent à leur <<libération immédiate, pure et simple>>. À la question de savoir quelle sera la suite à donner dans ce bras de fer qui les lie aux autorités, Madi Ouédraogo a appelé ses camarades élèves à la mobilisation et à la vigilance. Plus loin, il a tenu à mettre en garde l'autorité et le <<tient pour responsable de toute dégradation du climat social en cas de non satisfaction de leurs revendications>>.

L'AESO dit être ces derniers temps victime de menaces et d'intimidations et ses responsables ont profité lancé un appel aux militants à plus de vigilance et de détermination.

Pour rappel, l'actualité au pays des Hommes intègres ces dernières semaines est fortement marquée par la crise

La suite de la page 15

scolaire en cours et ses multiples rebondissements. En effet depuis le début de l'année 2021, les scolaires du pays et particulièrement de la capitale Ouagadougou, manifestent leur hostilité au projet de réformes de la part de leur ministre de tutelle, Stanislas Ouaro. Ces réformes s'articulent notamment autour de l'arrimage du baccalauréat au ministère de l'éducation nationale et la suppression de sujets au choix dans certaines matières aux examens du BAC et du BEPC.

Au regard des déterminations affichées par les «protagonistes, le mal semble être profond. Chaque camp tient une position ferme et tranchée malgré les dégâts en vies humaines déja constatés. L'irréparable s'étant déjà produit, doit on attendre l'hécatombe afin que chacun des acteurs fasse profil bas pour l'intérêt supérieur de la nation en général et celui de l'éducation en particulier.

**Abdoul Karim TAPSOBA**

# Lutte contre l'insecurite alimentaire au Sahel : Un atelier pour capitaliser les acquis du programme P1-P2RS




**Les officiels à l'ouverture de l'atelier**

**Le Conseiller technique et représentant du ministre de l'Agriculture, Antoine Compaoré, a procédé à l'ouverture de l'atelier régional de capitalisation du projet 1 du Programme de renforcement de la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel (P1-P2RS) le 25 mai 2021 à Ouagadougou. Cet atelier qui prend fin ce 27 mai a regroupé des experts qui vont échanger autour du bilan du P1-P2RS, formuler des recommandations afin de faciliter la formulation de sa deuxième phase.**

La cérémonie d'ouverture de l'atelier a connu la participation de Pascal Yembiline, Représentant résident de la Banque africaine de Développement (BAD) à Ouagadougou et du secrétaire exécutif du CILSS, Dr Paul Ouédraogo. Cet atelier avait pour objectif de capitaliser les acquis du P1-P2RS et tirer les leçons et recommandations de sa mise en œuvre pour une meilleure formulation du P2-P2RS.

Lancé en 2015, le projet 1 du P2RS (P1-P2RS) constituait la première phase de ce programme pour une durée de cinq ans.

Ce projet découle d'un engagement de la BAD avec les pays de la CEDEAO et le CILSS sur un programme de 20 ans pour renforcer la résilience des populations à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest.

La première phase du projet a couvert sept pays sahéliens les plus affectés par la crise alimentaire,

La suite à la page 17

La suite de la page 16

à savoir le Burkina Faso, la Gambie, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Tchad où des investissements ont été réalisés pour le développement des infrastructures rurales.

A l'heure du bilan du P1-P2RS, on retient depuis son lancement en 2015 que le P1-P2RS a réalisé de nombreux investissements dans plusieurs domaines notamment les barrages, des aménagements hydro-agricoles, des points d'eau, des infrastructures zoo-sanitaires et des activités pour la promotion de l'emploi des femmes et des jeunes, ainsi que le renforcement des capacités et des systèmes d'information.

Prévu pour finir en juin 2020, la première phase a été prolongée d'un an et prend fin en juin 2021.Pour renouveler leurs engagements, la BAD et le CILSS ont lancé l'instruction du Projet 2 du P2RS (P2-P2RS) dont la durée sera également de cinq ans.

Au cours de cet atelier, les participants doivent apprécier le bilan d'exécution (physique et financier) de toutes les 8 composantes du P1-P2RS depuis le démarrage du projet disponible ; présenter les expériences (acquis, difficultés rencontrées, solutions et initiatives développées) du P1-P2RS qui sont inventoriés et capitalisés ; les leçons tirées de la mise en œuvre du P1-P2RS et formuler des recommandations pertinentes pour la mise en œuvre efficace et efficiente du P2-P2RS.

Six nouveaux pays seront pris en compte dans la phase 2 du projet (P2-P2RS), à savoir le Cap Vert, la Côte d'Ivoire, le Bénin, la Guinée, la Guinée Bissau et le Togo.

Le Représentant résident da la BAD, Pascal Yembiline, lors son allocution a indiqué qu'avec l'intégration des six nouveaux pays, le groupe de la Banque africaine de développement mobilisera une enveloppe d'environ 350 millions de dollars américains, incluant la mobilisation de fonds climatiques pour laquelle la Banque mène d'importantes consultations.

Il a rappelé que la stratégie d'intervention de la banque est axée sur le développement du pastoralisme, de l'irrigation et des marchés régionaux d'intrants et de produits agricoles ainsi que le renforcement de la capacité d'intervention des acteurs du secteur agricole.

Selon Dr Paul Ouédraogo, Secrétaire exécutif adjoint du CILSS, à travers la présentation du bilan de la mise en œuvre du P1-P2RS lors de cet atelier, un focus sera mis sur la durabilité des investissements face aux multiples risques techniques, climatiques, socioéconomiques et sécuritaires auxquels font face les pays de la sous-région.

A l'entendre, ce projet, phare pour le CILSS, vise à accompagner les populations à être résiliente vis à vis de l'insécurité alimentaire à travers des aménagements hydroagricoles et pastoraux.

Antoine Compaoré, Conseiller technique et Représentant du ministre de l'Agriculture, a laissé entendre que l'importance de cet atelier est de tirer des leçons, de s'instruire sur la base des activités déjà menées durant les cinq ans de la première phase, pour mieux réussir les phases à venir. Pour lui, les défis à relever sont relatif aux effets du changement climatique, à l'appauvrissement des sols et à la question sécuritaire en faveur de la résilience des populations.

A noter que le P1-P2RS a contribué au renforcement des capacités de plus de 140 000 membres des organisations paysannes sur les techniques agricoles, le genre, le leadership, l'entreprenariat et de 73 cadres des 13 Etats membres du CILSS soit 23 ingénieurs en agrométéorologie, 20 ingénieurs en protection des végétaux et 30 cadres en Master sécurité alimentaire et nutritionnelle dont plus de 30% de femmes.

**Lucien Dakissaga**

# INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

## Union du Fleuve Mano : la Côte d'Ivoire et trois autres pays en avant-garde sécuritaire



Les ministres de la Défense et les chefs d'Etat-major généraux des pays membres de l'Union du Fleuve Mano (UFM) se sont rencontrés du 24 au 25 mai 2021 à Monrovia au Liberia pour discuter des stratégies à adopter afin de faire face à l'insécurité dans la région, rapporte le site KOACI. A l'issue de la rencontre et selon un communiqué rendu public, les participants ont noté avec satisfaction les défis relevés dans les différents pays malgré la pandémie de la Covid-19 et les progrès significatifs réalisés contre les chocs économiques. En revanche, ils ont déploré les violents attentats terroristes enregistrés dans certains États membres de l'UFM.

## Mali: le Conseil constitutionnel déclare le Colonel Assimi Goita Président de la Transition

La Cour constitutionnelle malienne a déclaré, le vendredi 28 mai, le colonel Assimi Goïta, chef de l'Etat et président de la transition censée ramener les civils au pouvoir, indique un arrêt de la cour, parachevant le deuxième coup de force conduit par l'officier et les militaires en neuf mois.

## Génocide Rwandais : la France responsable mais pas coupable, selon Emmanuel Macron



Selon la BBC New, le président français Emmanuel Macron a demandé aux Rwandais de pardonner à la France pour son rôle dans le génocide rwandais de 1994, au cours duquel environ 800 000 Tutsis et Hutus modérés ont trouvé la mort. Il s'est livré à un exercice d'équilibriste lors de son discours attendu au mémorial du génocide de Kigali et est le premier dirigeant français depuis 2010 à se rendre dans ce pays, qui accuse depuis longtemps la France d'avoir été complice du massacre de quelque 800 000 Rwandais, principalement des Tutsis. Le président français a promis une nouvelle ère et la fin de «27 ans de distance, d'incompréhension et de souffrance».Le président Rwandais Paul Kagame Rwanda a salué le discours de son homologue français, «Ses mots avaient plus de valeur que des excuses. C'était la vérité», a déclaré M. Kagame lors de la conférence de presse conjointe qui a suivi. Il a qualifié la prise de parole du président Macron d'»acte d'un immense courage».

## Tunisie/Opération de Kasserine : Kaïs Saïed décore des cadres sécuritaires et militaires



Le président tunisien Kaïs Saïed a décoré, mercredi 26 mai 2021, des cadres militaires et sécuritaires de l'Ordre national de loyauté et du sacrifice, qui ont pris part à la mission anticipative menée le 17 mai 2021, sur les hauteurs de Kasserine, rapporte La Presse.tn. A noter que ces cadres de l'armée ont participé à l'opération ayant permis d'abattre des éléments terroristes (trois Tunisiens et deux Algériens) appartenant au groupe terroriste « Katibat Okba Ibn Nafaâ », a révélé selon La Presse.tn, le porte-parole de la direction générale de la Garde nationale, Houssem Eddine Jebabli.

## Tunisie-BAC 2021: Pas de session spéciale Covid



Le directeur général des examens au sein du ministère de l'Education, Omar Oualbani a déclaré qu'il n'y aura pas de

## INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

session spéciale Covid pour le BAC 2021. Selon le Ministre cité par Tunisie Numérique, au cas où un élève serait soupçonné d'avoir contracté le virus le jour de l'examen du baccalauréat, il sera isolé dans un autre espace pour passer ses examens dans les meilleures conditions.

### RDC : la Banque mondiale annonce un décaissement de 100 millions USD pour soutenir le projet PERSE




Le service de communication du Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique ( l'EPST) a, dans une annonce faite le mercredi 26 mai 2021, révélé que la Banque Mondiale va décaisser 100 millions de dollars américains dans le cadre du Projet d'urgence pour l'Équité et le Renforcement du Système Educatif. « Dans une correspondance de la Banque mondiale adressée *au Ministre de l'EPST, Tony Mwaba, le Directeur des opérations de la Banque Mondiale en République Démocratique du Congo, Jean Christophe Carret, a annoncé le décaissement de 100 millions de dollars en rapport avec le Projet d'urgence pour l'Équité et le Renforcement du Système Educatif (PERSE) suite aux preuves fournies par le Gouvernement congolais dans le respect des conditions de retraits annoncés dans l'accord de financements* », a expliqué selon la Cellule de communication du ministère de l'EPST.

### Mali/G5 Sahel : Les chefs d'état-major généraux du G5 Sahel réunis pour la lutte contre le terrorisme



Le comité de défense des pays du G5 Sahel s'est réuni à Bamako du 26 au 28 mai, à l'hôtel de l'Amitié de Bamako, pour discuter sur plusieurs points à savoir : le bilan de la situation sécuritaire des pays membres, l'élaboration du projet de texte portant création, organisations et fonctionnement du centre de fusion et de renseignement, et l'élaboration du rapport d'activités et des réalisations du collège de défense du G5. Cette rencontre a été placée sous la présidence du Général de Brigade Tchadien Idriss Amin Ahmed, représentant le président du Comité de Défense et de sécurité du G5 Sahel.

### RDC : une partie de la ville de Goma évacuée




Une partie de la ville de Goma (Nord-Kivu) a été évacuée dans la matinée du jeudi 27 mai 2021 en raison, selon le lieutenant-général Constant Ndima, d'une probable éruption sous terre et sous le lac Dans son message adressé à la population, le gouverneur militaire Constant Ndima, a indiqué que les données actuelles de la sismicité et de la déformation du sol indiquent la présence des magmas sous la zone urbaine de Goma avec une extension sous le lac-Kivu.

### Tchad : Un comité analysera les candidatures pour le Conseil national de transition



Le président du Conseil militaire de transition (CMT), le général Mahamat Idriss Deby, a annoncé jeudi que la mise en place du Conseil national de transition (CNT) prévu par la Charte de transition, fera l'objet d'intenses consultations de toutes les parties prenantes.

# INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

A l'en croire, un comité ad hoc, présidé par le vice-président du CMT, et comprenant des membres venant de différents horizons, sera mis en place dans les prochains jours pour recevoir, analyser et soumettre les différentes candidatures, sur la base des critères bien définis, en vue de former un CNT véritablement représentatif de toutes les forces vives de la nation.

## Le Premier ministre somalien s'engage à des scrutins libres et équitables après la résolution de l'impasse sur les élections



Le Premier ministre somalien Mohamed Hussein Roble a déclaré qu'il s'était engagé à des scrutins libres et équitables après qu' il a signé jeudi un accord avec les dirigeants des régions du pays pour organiser des élections indirectes. «Mon gouvernement et moi nous sommes engagés à mettre en œuvre des élections indirectes libres et équitables. Nous sommes tous responsables de garantir que les femmes obtiennent leur quota de 30% (de postes). J'exhorte tous les présidents des États à faciliter et à mettre en œuvre cela», a déclaré Roble après avoir signé l'accord.

## Le président égyptien se rend à Djibouti et élabore un dossier sur le barrage du Nil



Le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi est arrivé jeudi dans la capitale djiboutienne pour une visite d'État dans la minuscule nation stratégique de la Corne de l'Afrique. Al-Sissi a rencontré son homologue djiboutien nouvellement réélu, Ismail Omar Guelleh, et a discuté de questions bilatérales et régionales, y compris le barrage de la renaissance éthiopien sur le Nil. «J'ai souligné le rejet par l'Égypte de toute tentative d'imposer un fait accompli par des mesures unilatérales qui ne tiennent pas compte des intérêts et des droits des deux pays en aval», a déclaré Sissi lors d'une conférence de presse à Djibouti.

## Brève visite de travail du président Touadera à Luanda en Angola



Invité par le Président angolais Joao LOURENCO, le Président de la République centrafricaine Faustin Archange TOUADERA a effectué le 26 mai 2021, une visite de travail à Luanda. Echanger sur les différentes perspectives de développement profitables aux deux pays, redynamiser et renforcer les relations diplomatiques entre l'Angola et la République Centrafricaine, telles sont les raisons qui ont motivé le déplacement du Président TOUADERA. Ensemble les ministres angolais et centrafricains ont à l'issue d'une réunion bilatérale tenue au palais du peuple angolais, fait le tour d'horizon sur les nombreux accords de coopération signés entre ces deux pays, et ont décidé de les redynamiser selon le contexte actuel.

## Le Burkina Faso table sur 5 991 394 tonnes de céréales pour la campagne agricole 2021-2022



Le Burkina Faso table sur une production céréalière de 5 991 394 tonnes de céréales dont 1 000 000 de tonnes de riz lors de la campagne 2021-2022, a annoncé vendredi le ministère en charge de l'Agriculture dans un communiqué, au lendemain du lancement de la campagne placée sous le thème : «Distribution électronique

## INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

des intrants et équipements agricoles : rôle et implication des acteurs pour une opération réussie». Selon des médias locaux , il est également attendu 1 736 749 tonnes de cultures de rente et 989 023 tonnes d'autres cultures vivrières.

### Covid-19 : l'Afrique a un besoin urgent de 20 millions de doses de vaccin (OMS)



L'Afrique a besoin d'urgence d'au moins 20 millions de doses du vaccin Oxford-Astra Zeneca au cours des six prochaines semaines afin d'administrer une deuxième dose à tous ceux qui ont déjà reçu le premier sérum, a alerté jeudi l'Organisation mondiale de la santé (OMS). «L'Afrique a besoin de vaccins maintenant, toute pause dans ces campagnes de vaccination se traduira par des vies et des espoirs perdus», a déclaré Docteur Matshidiso Moeti, Directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique. Selon l'OMS, au moment où les approvisionnements se tarissent, « le partage des doses est une solution urgente, critique et à court terme pour garantir que les Africains les plus exposés au nouveau coronavirus reçoivent la protection dont ils ont besoin», a-t-elle ajouté.

### Mozambique: le Canada annonce une aide au développement de 152 M €



Le Canada a annoncé jeudi une aide au développement de 186 millions de dollars (152 millions d'euros) pour des projets étatiques et multi-organisations au Mozambique, y compris une aide pour répondre à Covid-19 et promouvoir la santé et les droits sexuels et reproductifs. «Alors que le monde continue de lutter contre la pandémie, il est devenu clair que les femmes et les filles sont touchées de manière disproportionnée», a déclaré Karina Gould, la ministre canadienne de la coopération internationale. «Le soutien du Canada au Mozambique se poursuivra en mettant l'accent sur la lutte contre les effets de la crise du Covid-19 et sur la construction d'un avenir plus inclusif et durable», a-t-elle souligné.

### Le Kenya va recevoir un prêt de 750 millions de dollars de la Banque mondiale



Le Kenya recevra au cours des deux prochaines semaines un prêt de 750 millions de dollars du Groupe de la Banque mondiale qui avait été approuvé en 2019, a annoncé à French people jeudi le gouverneur de la banque centrale du pays Patrick Njoroge. En mai 2019, la Banque mondiale avait en effet approuvé un crédit de 750 millions de dollars de la part de l'Association internationale de développement, la branche du groupe qui aide les pays les plus pauvres du monde, afin de soutenir les réformes kenyanes en matière d'agriculture, de logement, de technologie numérique et de gestion fiscale. Lors d'un point de presse virtuel, M. Njoroge a déclaré que le Fonds monétaire international (FMI) devait terminer en juin le premier examen de l'aide financière sur 38 mois dans le cadre des dispositions du Mécanisme élargi de crédit (MEDC) et de la Facilité élargie de crédit (FEC), ce qui aboutira au

## INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

déboursement de 410 millions de dollars.M. Njoroge a fait savoir que la Banque africaine de développement (BAD) fournirait également des financements concessionnels en vue de soutenir le programme de réponse à la COVID-19 du Kenya.

### Le Lesotho lance un appel d'offre pour construire un tunnel d'eau de 38 km dans les montagnes



La Lesotho Highlands Development Authority (LHDA) a annoncé un appel d'offres pour la construction d'un tunnel de transport d'eau de 38 km de long le tunnel de transfert de Polihali et lancera prochainement l'appel d'offres pour la construction du barrage de Polihali associé alors qu'il poursuit son ambitieux Projet d'eau des hautes terres du Lesotho.La paire de projets Polihali ancre la deuxième phase de ce projet d'infrastructure complexe conçu pour envoyer l'eau abondante des montagnes du Lesotho vers l'Afrique du Sud voisine, mais pas avant de produire de l'électricité avec elle à son départ. «Notre objectif est d'attirer des entreprises expérimentées dans la construction de grands ouvrages souterrains dans des conditions géologiques et géotechniques complexes, dans des conditions environnementales diverses, dans des zones reculées et à haute altitude», a déclaré Tente Tente, directeur général de la LHDA, dans un communiqué. «Il est tout aussi important d'attirer des entreprises qui ont des antécédents impeccables dans la réalisation de projets de cette ampleur dans les limites du budget et des délais fixés.»Les entreprises de construction ont jusqu'au 30 août 2021 pour soumettre des offres, avec des informations disponibles selon le Site Web de la LHDA.

### Togo: la dette multilatérale a augmenté de moitié en 2020 , autopsie



Au Togo, la dette multilatérale a augmenté de près de moitié à fin 2020, atteignant 478 milliards FCFA, selon des données obtenues par Togo First. Précisément, ces emprunts ont progressé d'environ 44% comparativement à 2019 où ils se chiffraient à 331 milliards FCFA, sous l'effet des besoins de financement induits par la Covid-19, justifie Lomé. Ainsi, les nouvelles ressources multilatérales mobilisées ressortent à 162 milliards FCFA, alors que le pays estime avoir remboursé un peu plus de 12 milliards FCFA au titre de principal, annulation du FMI y compris. Dans le même temps, on apprend que les fluctuations de taux de change ont fait gagner au pays environ 3 milliards sur sa dette multilatérale. Représentant désormais plus de 48% du portefeuille de la dette extérieure, la dette multilatérale togolaise vient désormais en première position sur la base des trois (3) types de créanciers extérieurs : bilatéraux, commerciaux et multilatéraux.

## INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

### (COVID-19) L'Afrique a besoin d'au moins 20 millions de vaccins d'AstraZeneca d'ici mi-juillet pour les secondes injections (OMS)



L'Afrique doit obtenir au moins 20 millions de doses du vaccin d'Oxford-AstraZeneca contre la COVID-19 dans les six prochaines semaines afin de pouvoir inoculer la seconde dose nécessaire aux personnes en ayant déjà reçu une, a déclaré jeudi la directrice régionale de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour l'Afrique, Matshidiso Moeti. Lors d'un point de presse virtuel organisé par le Bureau régional de l'OMS pour l'Afrique à Brazzaville, en République du Congo, Mme Moeti affirme que le continent a besoin de ces doses supplémentaires de toute urgence alors que des difficultés d'approvisionnement retardent la vaccination des groupes à risque. «En raison de la crise d'approvisionnement, le partage des doses est une solution urgente et indispensable à court terme pour garantir que les Africains qui risquent le plus de contracter la COVID-19 reçoivent cette protection essentielle», a indiqué Mme Moeti. Les statistiques du Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique) montrent que le continent a acquis 43,5 millions de doses de vaccin et en a administré 28,2 millions en date de mercredi.

### Connexion internet: le Gabon, 11ème pays le plus cher en matière de gigaoctet



D'après les données du marché de la data de 230 pays rassemblées le site Cable.co.uk, le coût moyen d'un gigaoctet de data mobile au Gabon est estimé à 4,82 dollars soit 2607 FCFA. Alors que dans d'autres pays, comme le Sénégal par exemple, pour 1000 FCFA, vous avez droit à un forfait de 3 giga-octets. En pratique chez Airtel par exemple il n'existe pas d'offre précise à 1 gigaoctet, opérateur vent plutôt 750 mégaoctet à 2000 FCFA, tandis que Moov africa Gabon télécom opte pour des package heures, sms plus forfait internet, ce qui rend difficile le calcul du gigaoctet vendu et consommé au final par le client. Toute chose qui a amené le site Cable.co.uk à classer le Gabon au 183ème mondial et au 42ème africain sur les 51 pays objet de l'étude. Ce qui fait du Gabon, le 11e pays africain avec le coût du gigaoctet le plus élevé. Cette étude du site Cable.co.uk devrait interpeller l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP), la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF), ainsi que les différents opérateurs du secteur afin qu'ils rendent plus accessibles la connexion internet devenue importante pour toute activité économique.

# Le Quotidien Numérique d' Afrique

**EDITION CONTINENTALE**
02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76 60 97 21
E-mail: redaction@sc-mail.info

**Site web**
www.quotidiennumerique.com

**Autorisations**
n°5509P /2013/ CAO/ TGI.O/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/ OUA/P.F

**Administration**
OTC MEDIA SARL

**Directeur de publication**
Siaka GOW

**Redacteur en chef**
Augustin NIKIEMA

**Equipe de redaction**
-Lonsani SANOGO
-Oumou KONATE
-Roseline BADO
-Leylatou TIENDREBEOGO
-Lucien DAKISSAGA
-Fatoumata COMPAORE
-Abdoul Karim TAPSOBA
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME
- Pierre OUEDRAOGO
-Augustin NIKIEMA
- Fiakofi KOSSI
-Line Rose BAMBARA

**Equipes de montage**
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME

**Distribution**
www.quotidiennumerique.com
Carte d'abonnement
+226 61 07 20 20

**Une vente en ligne**
(Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21
+226 61 08 03 03
+226 66 20 00 26
E-mail: contact@sc-mail.info

**Service commercial**
+226 61 07 20 20
ac@sc-mail.info



**Retrouvez la version complète dans vos kiosques numériques**

ekiosque — Cameroun
viaPRESSE.com — Europe - Amerique
Cdiscount — France
MON KIOSK.com — Côte d'Ivoire
fnac — Europe
viapress.be — Belgique
SOGAPRESSE — Gabon
ePresse — Europe - Amerique
Cultura — France
emediaplace — Afrique
France loisirs — France
scopalto — Europe
orange — Tous les pays Orange
Tego
YouScribe — Tous les pays qui ont Orange Money